



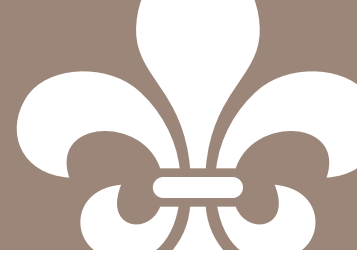
Le Peuple de France

VÉRITÉ, LIBERTÉ, SOUVERAINETÉ

PROGRAMME



Un peuple réconcilié, une France préservée !



Depuis 2017 et l'élection d'un Président obtenu par les forces médiatiques et de l'argent abondés par une oligarchie industrielle et financière DE CONNIVENCE avec une technocratie hors-sol, la France est rentrée dans un cycle dangereux de perversion, de mensonge et de division, culminant hier par l'allocution crépusculaire d'Emmanuel Macron qui incarne TOUT ce que nous avons toujours combattu nous Français.

Emmanuel Macron et sa bande de criminels et de sociopathes non-refoulés sont l'incarnation d'une Négation de ce que nous sommes.

Ils sont la négation de la dignité de ce grand Peuple que nous constituons quand les propos outranciers deviennent leur plan de communication,

Ils sont la négation de notre Unité nationale quand ils installent un régime d'apartheid sanitaire et envisagent de terroriser une partie des Français qui cultivent simplement le doute et pratiquent la liberté de choix,

Ils sont la négation de la Vérité Scientifique et Médicale qu'ils détournent pour imposer une tyrannie sanitaire alors que l'épidémie de Covid-19, aux origines troubles, touche maintenant à sa fin,

Ils sont la négation des pères et des mères qui courageusement se battent pour défendre l'intégrité physique et moral de leurs enfants et pour leur garantir un futur libre et joyeux,

Ils sont enfin la négation de toutes nos spiritualités qui ont fondé notre civilisation française faite d'abnégation, d'ouverture aux autres, de courage, de curiosité et d'Amour de son prochain, sans distinction de sexe, de religion ou de philosophie.

Parce qu'ils incarnent cette négation funeste qui place la France et son Peuple sous une menace imminente de dislocation, prélude à une possible guerre civile de tous contre tous,

Nous Français devons réagir, reprendre l'initiative et gagner cette guerre qui est livrée en fait contre nos intérêts de Peuple.

Le Peuple Français, dans sa conscience collective, choisira les voies les plus appropriées à l'expression de sa volonté : les urnes ou la rue.

J'ignore à cette date ce que les Français choisiront en majorité. Voilà la raison pour laquelle après avoir livré une série de manifestations et de blocages en France, autant de batailles pour demander l'établissement de la Vérité et le rétablissement de nos Libertés fondamentales qui je le rappelle ici sont un cadeau offert à notre naissance et non pas à la première injection venue,

Ignorant donc les volontés de notre Peuple, j'ai décidé le 16 décembre 2021 à Reims de proposer ma candidature à l'élection présidentielle 2022. Cette candidature est aujourd'hui confirmée par la présentation d'un programme dont je vous livre ici les grandes lignes et que vous pourrez retrouver dès demain sur le site officiel www.ajb2022.fr . Merci pour tous les soutiens financiers que vous pourrez nous faire parvenir sur notre site ou par chèque sur l'adresse qui sera communiquée sur le site.

Autour d'une équipe resserrée, efficace et d'expérience, nous allons mener une campagne-éclair de 60 jours et 100 dates pour aller à la rencontre des Français soucieux et abstentionnistes mais aussi des élus qui ont une responsabilité historique : sur les 44 000 Français en capacité de donner leurs parrainages pour les élections présidentielles à un candidat, beaucoup subissent des pressions intolérables venant d'une mafia politique qui a pris le contrôle de notre pays pour le précipiter vers un abîme funeste.

Si les élus reprennent le courage nécessaire pour donner leurs parrainages et offrir aux Français la possibilité de disposer de candidats hors du système pour sauver le pays,

Si le Peuple de France qui s'abstient choisit de se saisir de son destin politique et revenir vers les urnes par un vote historique, Alors, entre la guerre civile que prépare l'oligarchie crépusculaire et leur représentant de commerce Emmanuel Macron, et la soumission de notre Peuple dans une dictature technologique et financière,

ALORS une troisième voie est possible, celle d'un Peuple qui reprend le contrôle de sa Destinée en réclamant la Vérité, rétablissant les Libertés et sanctuarisant sa souveraineté.



VOILA les 3 piliers de notre parti :

VERITÉ, LIBERTÉ, SOUVERAINETÉ.

Vive le Peuple de France !

Vive la France !

Alexandre JUVING-BRUNET



Vox Populi, Vox Dei. Une fois les référendums exprimés, quelle que soit son orientation politique, l'Assemblée nationale devra souscrire à la volonté du Peuple réuni. Les 10 référendums porteront sur les notions vitales de Vérité, de Liberté et de Souveraineté, incontournables pour relancer la France.

La crise du Covid-19 constitue une rupture fondamentale de notre Etat de Droit. Véritable guerre silencieuse menée contre les intérêts du Peuple Français, elle a été diligentée par des responsables politiques qui ont délibérément laissé des Français sans assistance, en défaut de médicaments ou de thérapie ou exposé les concitoyens Français à des risques majeurs sur leur santé par l'inoculation de thérapies géniques non-certifiées à l'innocuité non-prouvée. Ces actes et décisions ont été pris dans le secret d'un Conseil de Défense sanitaire et tous les documents ont été classifiés, empêchant tout contrôle parlementaire ou judiciaire.

RÉFÉRENDUM N°1 : Souhaitez-vous la déclassification complète de tous les documents et décisions établis dans le cadre du Conseil de Défense Sanitaire ?

RÉFÉRENDUM N°2 : Souhaitez-vous l'établissement d'un tribunal d'exception pour juger des crimes et des délits perpétrés par les responsables civils et militaires dans le cadre de la crise du Covid-19 ?

Retrouver la souveraineté de la Loi et en finir avec le principe de subsidiarité européen qui transforme notre Assemblée en chambre d'enregistrement malgré l'élection nationale. L'article 50 du traité de Fonctionnement de l'Union Européenne permet aux pays signataires dont la France de se retirer de l'Union.

RÉFÉRENDUM N°3 : Souhaitez-vous activer l'article 50 du Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne et sortir de l'Union Européenne ?

Aucune souveraineté n'est viable si une Nation ne reprend pas le contrôle de sa monnaie. La création de la monnaie et la gestion de ses cours est un outil économique, politique et diplomatique majeur pour contrôler sa destinée nationale et opérer les grands changements économiques correspondant aux cycles de développement d'une Nation.

RÉFÉRENDUM N°4 : Souhaitez-vous retrouver une souveraineté financière autour d'une monnaie nationale via une réintroduction transitoire de 5 ans ?

La France est intégrée dans une structure militaire de coopération, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dont les objectifs stratégiques ont évolué depuis la guerre froide dans le cadre d'un monde désormais multipolaire où une sujétion stricte aux intérêts américains est contraire à l'indépendance française prônée par le général de Gaulle.

RÉFÉRENDUM N°5 : Souhaitez-vous retrouver une souveraineté militaire nationale en sortant du commandement militaire intégré puis de l'OTAN après une période transitoire de 5 ans ?

La guerre économique mondiale fait rage et nombre de nos fleurons industriels ont été agressivement rachetés par l'incompétence ou la compromission de nos élites politiques. La quintessence du génie français s'exprime notamment à travers des entreprises industrielles stratégiques où la vision marchande ne permet pas le développement sur le long-terme. L'Etat doit redevenir stratège car seule cette entité (l'Etat) est capable d'assurer la promotion de projets sur plusieurs générations. Les Français sont également actuellement exsangues financièrement : près de 10 millions de citoyens en état de pauvreté vivent en France. Leur garantir la liberté de déplacement circulation pour travailler est incontournable.

RÉFÉRENDUM N°6 : Souhaitez-vous renationaliser les entreprises d'intérêts fondamentaux (Energies, Eau, communications, Spatial, Armement, Voirie) ?

La politique d'immigration en France depuis 40 ans a été au service d'intérêts politiques, idéologiques ou économiques très éloignés des intérêts du Peuple Français. Véritable fléau incontrôlé responsable de la transformation sociologique de territoires français, la politique d'immigration doit être reprise en mains et sévèrement contrôlée.

RÉFÉRENDUM N°7 : Souhaitez-vous un inventaire public et complet de la politique d'immigration ainsi qu'une relance vigoureuse de la politique d'assimilation ?

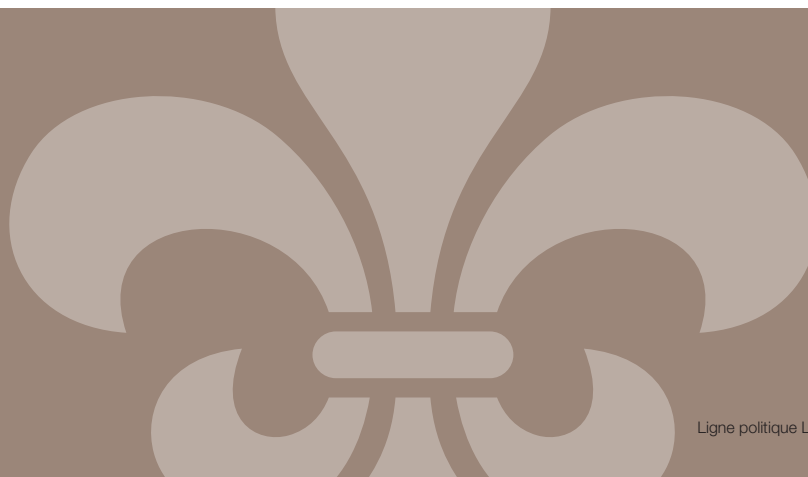
La France a été le théâtre unique d'une régression juridique dans le cadre de la protection de l'enfance. En effet, de puissants réseaux pédophiles et de prostitution de mineurs comme de trafics d'êtres humains ont vu le jour dans notre pays. La pédophilie est une régression majeure de notre société observée depuis 50 ans qui doit être sévèrement combattue pour assurer la pérennité de notre modèle de société autour de citoyens épanouis grâce à une enfance protégée.

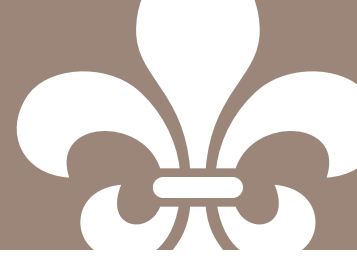
RÉFÉRENDUM N°8 : Souhaitez-vous le rétablissement de la peine de mort pour les crimes pédophiles et associations de malfaiteurs pratiquant la traite d'enfants sur notre territoire ?

Le dernier référendum est enfin le plus important, le parachèvement, la quintessence de notre programme. Pourquoi ? Car tous les référendums ci-avant ne sont qu'au service de la souveraineté retrouvée de notre Peuple. Et cette souveraineté doit lui permettre de créer les contours de sa Cité idéale. Ainsi deux voies sont possibles pour le Peuple Français : soit réformer la Constitution de la Ve République pour lui redonner l'essence première qui a été dévitalisée en l'agrémentant de méthodes modernes autour d'une méthode référendaire revisitée (RIC/RIP), soit établir une assemblée constituante chargé de poser les fondations d'une nouvelle organisation sociétale pour la France.

RÉFÉRENDUM N°9 : Souhaitez-vous réformer les institutions de la Ve République ?

RÉFÉRENDUM N°10 : Souhaitez-vous refonder les institutions françaises ?





Liberté de penser

La première de nos libertés avec la sécurité et la justice. Les Français recouvriront leur pleine liberté de penser, de douter et de discerner grâce à une série de mesures libératoires mais aussi de protection numérique dans un monde menaçant.

- Création d'un statut du lanceur d'alerte.
- Création d'un statut protégé de journaliste d'investigation.
- Suppression de la redevance audiovisuelle. Financement via une taxation sur les entreprises étrangères de l'information et des réseaux sociaux présents sur le territoire français (Google, Facebook, ...etc).
- Suppression des subventions à la presse à l'actionnariat privé.
- Interdiction du financement de la presse par des entités individuelles ou morales étrangères sans accord du Quai d'Orsay, de Bercy et du ministère de la Défense.
- Abolition de tous les droits et privilèges des journalistes et alignement sur le régime général des retraites.
- Création d'un espace numérique souverain autour de serveurs nationalisés sur le territoire français.
- Elargissement des libertés individuelles des Citoyens Français à l'espace numérique souverain.
- Protection des Citoyens par l'hébergement obligatoire de toutes les données numériques possédées par des entreprises étrangères de l'information et des réseaux sociaux relatives à des Citoyens Français sur les serveurs souverains administrés par des fonctionnaires d'Etat.
- Les entreprises de l'information et des réseaux sociaux étrangères auront l'obligation de louer les espaces numériques souverains pour accéder au réseau Internet Français.

Liberté de se déplacer

- Nationalisation des autoroutes (par référendum).
- Mise en place d'une vignette autoroutière unique, annuelle et forfaitaire fixée à 50€ par véhicule de moins de 3,5T.
- Moratoire de taxes sur les carburants (TIPP) de 6 mois pour rétablir le pouvoir d'achat des Français et contribuer à la recherche d'emplois et la prospection commerciale en France.
- Abolition du permis de conduire à points.
- Nationalisation de la gestion des radars autoroutiers et réévaluation de la dangerosité des voies routières pour permettre la réduction du parc de radars autoroutiers.

Liberté d'entreprendre et de travailler

Nous devons relancer et protéger l'esprit pionnier des entrepreneurs français mais aussi les réconcilier avec leurs salariés en leur permettant de meilleures conditions d'embauche tout en diminuant leurs charges. Cela créera une dynamique de marché après la baisse des coûts importants liés aux transports et aux carburants. Les salariés du public bénéficieront également de cette revalorisation permettant de rendre les métiers du service public plus attractifs.

- Selon un vote positif au référendum sur la souveraineté monétaire, introduction d'une phase transitoire de 5 ans avec la circulation d'une double monnaie (Euro / Franc Libre) puis rétablissement de la capacité de la Banque de France d'émission monétaire en compétition avec les emprunts sur les marchés internationaux.
- Réévaluation du salaire minimum à 1900€ nets par mois les deux premières années, puis 2000€ nets par mois à partir de l'année 3 avec dispositif de suppression totale des charges sociales et patronales sur le salaire minimum financées par une taxe de 1,8% sur toutes les transactions financières électroniques et fiduciaires.
- Mise en place d'un barème de charges sociales et patronales progressif à partir du salaire minimum pour faciliter la juste rémunération des compétences avec un seuil de 100% de charges atteint à partir de 7500 € nets de rémunération mensuelle.
- Grand plan national de sauvegarde et de soutien des métiers agricoles.
- Création d'une Banque Publique Agricole.
- Création d'un statut de l'entrepreneur avec un régime de solidarité et d'aide à la reconversion, la reprise et le développement d'entreprises.
- Lancement d'un grand emprunt national pour financer les plans nationaux d'équipement et de réindustrialisation.
- Création d'une Banque Publique Industrielle et Commerciale.
- Démantèlement de toutes les filières d'évasion fiscale.
- Grâce systématique offerte à tous les Citoyens Français résidents à l'étranger souhaitant rapatrier leurs patrimoines et se réinstaller en France.
- Abolition de l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI).
- Rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune avec défiscalisation possible dans le cadre d'investissements productifs nationaux.
- Lancement d'un grand plan de réindustrialisation d'urgence autour des filières Atome, Sidérurgie, Plasturgie, Textile, Automobile, Aéronautique, Agriculture.
- Bouclier fiscal pour tous les Citoyens quels que soient leurs revenus : leur imposition totale (y compris ISF) incluant impôt sur le revenu, taxes diverses, taxes locales et taxe sur la valeur ajoutée ne pourra pas dépasser 40% de leurs revenus annuels.
- Suppression de l'impôt sur le revenu pour tous les retraités.
- Relance de la Recherche et Développement nucléaire.
- Arrêt du déploiement des parcs éoliens terrestres.

Liberté spirituelle

- La liberté de culte sera protégée avec un retour à l'essence première laïcité : la liberté dans la discrétion.
- Toutes les subventions ou aides publiques, directes ou indirectes, finançant les lieux de culte seront interdites.
- Grand plan national de sauvegarde et de réhabilitation de tous les lieux culturels et culturels d'avant 1950 bénéficiant d'un classement. Budget annuel : 1 Md€.

Justice et Sécurité : la première des Libertés

- Grand plan national pour le démantèlement des réseaux salafistes.
- Grand plan national pour le démantèlement des trafics de drogue, d'armes et d'êtres humains.
- Grand plan national pour le démantèlement des sectes et des réseaux pédophiles.
- Construction de 100 000 places de prison en 5 ans portant le parc national à plus de 175 000 places.
- Construction de 50 000 places de baignoire.
- Augmentation des effectifs de la gendarmerie nationale à 100 000 militaires.
- Augmentation des effectifs de la police nationale à 150 000 fonctionnaires incluant au moins 8 000 fonctionnaires de la DGSI.
- Doublement du budget du ministère de la Justice (Hors construction).
- Création d'une assemblée populaire permanente et indépendante chargée de superviser et contrôler l'action des magistrats rendant la justice « Au nom du Peuple Français ».
- Abolition des lois Pleven, Gayssot et Taubira dites lois mémorielles.

Guerre & Défense

- Réécriture d'un livre Blanc de la Défense et de la sécurité intérieure incluant une Défense opérationnelle du Territoire.
- Redéploiement d'une sécurité civile aux missions de prévention et de préparation élargis.
- Création d'un 7e service de renseignement indépendant du Conseil National du Renseignement (CNR).
- Relance spatiale nationale civile et militaire.
- Construction d'un deuxième porte-avions nucléaire (PAN).
- Consolidation de la flotte de souveraineté, de dissuasion et de projection pour atteindre 500 000 Tonnes.
- Rétablissement du service militaire et civil de 6 mois (3 mois de formation militaire collective + 3 mois de service civique) pour tous les Citoyens de moins de 26 ans.

La sécurité sociale, la santé et la solidarité

- Création d'un Fonds d'indemnisation des victimes du Covid-19 abondé par les industriels pharmaceutiques.
- Grand plan national d'équipement et de redéploiement des urgences hospitalières. Revenir à un niveau de 450 000 lits de réanimation (Niveau actuel 350 000).
- Redéploiement de l'hôpital public de proximité dans les zones périurbaines et les campagnes.
- Réformer et renforcer la sécurité sociale et ses ayants droits pour le sanctuariser aux seuls citoyens Français.
- Révision générale des politiques de remboursement des médicaments.
- Suppression de l'AME (Aide Médicale d'Etat).
- La Constitution française refondée ou les futures institutions devront protéger l'identité génomique, numérique et civile de tout Citoyen Français. Ce simple fondement pourra faire reculer les velléités des oligarchies techno-financières. Votre identité génomique sera établie à votre naissance, comme autrefois votre groupe sanguin, pour vous permettre de vous défendre en cas d'intrusion de matériel génique pénétrant votre intégrité corporelle jusqu'à votre ADN. Seul un consentement libre et éclairé autorisera des entreprises ou des professionnels à vous transformer. Cela existe déjà avec la chirurgie esthétique.

Organisation de l'Etat

- Dissolution de Conseil Economique Social et Environnemental (CESE).
- Abolition des régimes de retraites exceptionnels des parlementaires.
- Abolition des détachements et congés sans solde de tous les fonctionnaires occupant des postes stratégiques ou sensibles (Défense, finances, diplomatie, sécurité intérieure).
- Abolition de la loi NOTRE de découpage régional et retour aux provinces traditionnelles.
- Réforme territoriale avec dissolution des conseils régionaux et départementaux remplacés par une Assemblée citoyenne provinciale réunissant des citoyens tirés au sort.
- Elargissement des prérogatives et de l'assiette budgétaire des municipalités afin de leur assurer une indépendance financière.
- Assouplissement des Plans Locaux d'Urbanisme pour promouvoir les habitats écologiques de première nécessité avec la mise à disposition facilitée de terrains constructibles pour les foyers à faible revenu.
- Plan de soutien à la revitalisation des centres des communes inférieures à 10 000 habitants.
- Revalorisation des droits de mutation au profit des municipalités pour les porter à 4,5%.
- Elargissement des compétences des municipalités en voiries, réseaux et distribution en partenariat avec l'Etat pour les projets d'envergure.

Le défi de la citoyenneté

La citoyenneté rimera avec responsabilité. C'est une nécessité impérieuse. Responsabilité éducative, responsabilité d'organisation, responsabilité de penser et débattre, responsabilité de voter, responsabilité de contrôler l'action des élus.

Nous devons revenir à ce qui fonde la vraie démocratie : la responsabilité individuelle que les gouvernants cherchent à manipuler encore une fois. Cette responsabilité est ce qui fera reculer les ambitions totalitaires d'un Etat aux mains d'oligarchies techno-financières.

Cette responsabilité est celle d'un citoyen épanoui construit sur trois piliers : la famille pour l'éducation, l'école pour l'instruction et enfin le service militaire et civil pour l'engagement dans la Cité.

Famille, Education et Instruction

La famille, les mères et les pères constituent la première étape fondamentale et éducative de l'enfant. Sa bonne éducation est une clé d'épanouissement dans notre société. En raison de la mondialisation à outrance, les familles ont été décomposées, privant les mères et les pères du temps nécessaire à la juste éducation de leurs enfants.

- Création d'un statut de la mère et du père de famille. Ce statut disposera d'une rémunération avec droits à la retraite.
- Interdiction stricte des pratiques et dérives polygames conduisant à un détournement des aides publiques.
- Abolition des lois portant sur le regroupement familial.
- Encadrement strict de l'avortement pour éviter les dérives et les abus. Une consultation citoyenne sera proposée pour définir les nouveaux termes du droit à l'avortement afin de respecter la vie foetale tout en préservant la liberté et les droits des femmes victimes de viols ou de relations sexuelles non-consenties.
- Abolition de la loi relative aux chimères.
- Création du ministère de l'Instruction Publique avec renforcement de l'autorité des professeurs, amélioration de leurs conditions salariales en début de carrière.
- Interdiction de l'écriture inclusive.
- Sanctuariser l'école de toute dérive sectaire, idéologique ou politique pour restaurer le juste enseignement de connaissances, de savoirs et de méthodes d'émancipation par l'esprit.
- Obligation du port de l'uniforme pour les classes de primaires et au collège.
- Rétablissement de l'école libre après certification par le ministère de l'Instruction Publique.
- Diminution des effectifs de la Haute fonction publique de l'éducation nationale, future instruction publique.
- Renforcement des effectifs de professeurs des écoles et de professeurs d'enseignement secondaire.
- Doublement du budget pour la recherche fondamentale et applicative autour des agences nationales (CNRS, INRA,...etc).
- Déploiement de dispositifs de sécurité renforcés dans les zones de non-droit avec création d'antennes de police et de gendarmerie pour sécuriser le corps enseignant dans l'enceinte des écoles.
- Plafonnement des droits de succession à 25%.
- Abattement forfaitaire sur les droits de succession porté à 200 000€ par enfant.
- Abattement forfaitaire sur les donations porté à 150 000€ par enfant.

Ecologie et Agriculture

- Lancement d'un grand plan de réindustrialisation et d'équipement circulaire avec soutien aux filières industrielles, artisanales et agricoles courtes.
- Lancement d'un plan national pour intégrer le bien-être animal à la filière agro-alimentaire pour diminuer la maltraitance animale tout en pérennisant nos capacités de production vivrière quantitativement et qualitativement.
- Plan de sauvegarde agricole avec caution d'Etat possible pour la préservation des exploitations foncières familiales.

«Tous ces référendums et points de programmes n'ont qu'un seul but : rétablir les Français dans leurs droits, rebâtir les éléments indispensables à leur bonheur et leur prospérité et enfin rendre à la France son indépendance et sa grandeur.»

***Vive la Résistance,
Vive le Peuple de France,
Et vive la France !***

Alexandre JUVING-BRUNET



Le Peuple de France

VÉRITÉ, LIBERTÉ, SOUVERAINETÉ

